

Les nouveaux Canadiens rehaussent l'essor du logement au Canada

- Grande force du marché du logement canadien, l'immigration sous-tend l'accroissement de la demande des locataires et des propriétaires, la vigueur de la construction neuve et la densification soutenue de la population urbaine.
- Lorsque les milléniaux auront tourné la page de leurs premières années de constitution en ménages, au-delà du milieu de la prochaine décennie, l'immigration s'affirmera comme un des principaux moteurs des perspectives du logement à moyen et à plus long termes pour le Canada.

L'IMMIGRATION, FORCE GRANDISSANTE DANS LA SURCHAUFFE DU MARCHÉ DU LOGEMENT AU CANADA

L'immigration représente aujourd'hui une force majeure puisqu'elle soutient l'essor prolongé du marché du logement au Canada. Ce pays a accueilli l'an dernier près de 300 000 nouveaux immigrants au total, ce qui représente une hausse par rapport à une moyenne de 260 000 au cours de la décennie précédente; il s'agit d'un sommet depuis près d'un siècle (graphique 1). On s'attend cette année à un nombre comparable d'immigrants.

Les niveaux d'immigration devraient augmenter encore. Récemment, Ottawa a annoncé qu'il relèverait cette année sa cible annuelle d'immigration de 300 000 à 310 000 en 2018, à 330 000 en 2019 et à 340 000 en 2020. L'an dernier, le Conseil consultatif en matière de croissance économique du gouvernement fédéral a recommandé de relever à 450 000, d'ici 2021, la cible annuelle d'immigration du Canada pour pallier les pénuries de main-d'œuvre spécialisée, accroître les connaissances et le réseautage international et permettre de relever les défis économiques et budgétaires à plus long terme du vieillissement de la population. Pour l'heure, Ottawa adopte une version plus modeste, mais quand même importante, de la recommandation du Conseil consultatif.

Le nombre de résidents non permanents au Canada a lui aussi fortement augmenté. La population non résidente du pays a doublé dans la dernière décennie pour se chiffrer à presque 900 000 (graphique 2). La hausse annuelle nette a atteint 100 000 non-résidents dans les 12 mois qui ont précédé juillet 2017. Cette brusque augmentation a été presque également répartie entre les travailleurs étrangers et les étudiants internationaux.

Cet apport pourrait augmenter encore dans les années à venir, lorsque le gouvernement fédéral décidera de simplifier les procédures de dépôt des demandes des travailleurs étrangers, qu'il mettra en œuvre des accords de libre-échange comportant des dispositions favorisant la mobilité de la main-d'œuvre comme celle de l'AECG et que les campus continueront d'accroître leurs efforts de recrutement à l'étranger. Les résidents non permanents viennent grossir les rangs des immigrants; ils justifient déjà d'une expérience professionnelle ou d'études postsecondaires au Canada. Essentiellement, de 20 % à 30 % des travailleurs étrangers et des étudiants internationaux accèdent au statut de résident permanent généralement dans les cinq à dix ans suivant leur arrivée, selon les statistiques les plus récentes.

Lorsque les milléniaux tourneront la page de leurs premières années de constitution en ménages et d'accès à la propriété, au-delà du milieu de la prochaine décennie, l'immigration pourrait devenir une source non plus essentielle, mais bien dominante de la constitution des nouveaux ménages et de la demande de logements. L'immigration nette a représenté, entre 2011 et 2016, les deux tiers environ de la croissance de la population canadienne. Cette part devrait passer à 70 % dans la prochaine décennie et à 75 % pour la période de 2026 à 2036.

RENSEIGNEMENTS

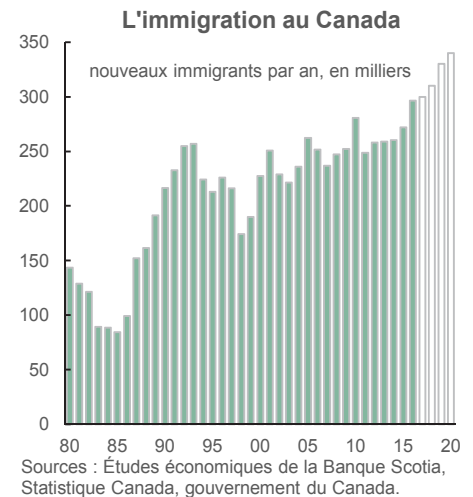
Adrienne Warren

416.866.4315

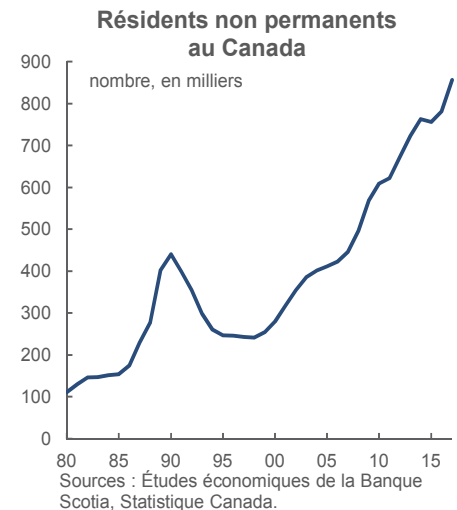
Études économiques de la Banque Scotia

adrienne.warren@scotiabank.com

Graphique 1



Graphique 2



CONSTITUTION DES MÉNAGES ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS EN FORTE AUGMENTATION Graphique 3

Les plus récentes projections de la population et des ménages de Statistique Canada et de la SCHL, préparées avant la publication des résultats du Recensement de 2016, chiffrent à une moyenne d'environ 170 000 le nombre de ménages constitués au Canada entre 2016 et 2021. Ces estimations supposent que l'immigration augmente constamment au rythme de 7,5 par tranche de 1 000 habitants et que la cible est fixée à 865 000 résidents non permanents d'ici 2021. En tenant compte de la cible actuelle d'Ottawa pour le taux d'immigration, soit environ 9,0 par tranche de 1 000 habitants d'ici 2020, et du nombre actuel supérieur de résidents non permanents, nous estimons que le nombre de ménages constitués chaque année se rapprochera probablement de 185 000 à 190 000 au cours de cette période.

La constitution des ménages est le facteur dominant de la demande de résidences neuves. Pour répondre aux exigences démographiques sous-jacentes, il faudrait que les mises en chantier de logements (locatifs et en propriété) s'établissent à une moyenne de l'ordre de 200 000 par an en 2021. Le niveau soutenable des mises en chantier de logements est généralement supérieur au nombre de ménages constitués en raison des démolitions, de l'acquisition d'une deuxième maison et de l'activité des acheteurs étrangers (graphique 3).

FORTE DEMANDE SUR LE MARCHÉ LOCATIF

La pression continuera de peser sur les marchés locatifs déjà tendus dans de nombreuses villes canadiennes, essentiellement en Colombie-Britannique et en Ontario. La majorité des nouveaux immigrants qui arrivent au Canada s'installent généralement dans des logements locatifs, comme le font probablement la plupart des résidents non permanents. Parmi les récents ménages immigrants en 2011, 64 % étaient des locataires.

Comme nous l'avons fait valoir dans un récent [rapport](#), il faudra accroître l'offre locative. Malgré la hausse du nombre d'appartements neufs construits expressément pour la location et l'augmentation de l'offre de logements en copropriété loués par des investisseurs, le taux moyen d'inoccupation des logements construits expressément pour la location a baissé pour s'établir à 1,0 % à Toronto et à 0,9 % à Vancouver, ce qui est nettement inférieur au niveau de 3 % généralement considéré comme le point d'équilibre (graphique 4). Les taux comparables de disponibilité des logements en copropriété loués est d'à peine 0,7 % et 0,6 % respectivement. La demande locative est portée non seulement par l'immigration, mais aussi par les milléniaux qui quittent le foyer de leurs parents et par le vieillissement de la population.

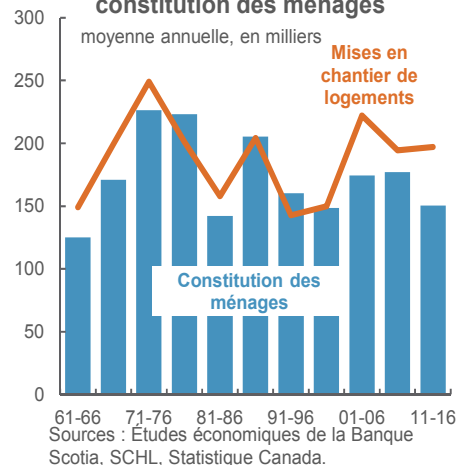
CROISSANCE DE L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ ET DE LA DEMANDE DE CRÉDIT

L'immigration a aussi pour effet d'accroître la demande exprimée pour les logements neufs et en revente et pour le crédit hypothécaire. D'après les données du Recensement de 2011, plus du tiers des nouveaux venus étaient propriétaires de leur maison et 8 sur 10 d'entre eux ont obtenu des prêts hypothécaires, contre 6 sur 10 propriétaires non immigrants. Traditionnellement, les taux d'accès à la propriété parmi les ménages immigrants augmentent assez rapidement dans les années qui suivent leur établissement, en s'approchant du niveau des taux d'accès à la propriété des ménages non immigrants, dans un délai de 10 à 15 ans.

Les contraintes de l'accessibilité des prix des logements, essentiellement en Colombie-Britannique et dans le Grand Golden Horseshoe, a rehaussé la barre de l'accès à la propriété pour les nouveaux immigrants. Dans le même temps, la priorité accrue à l'immigration économique et la solidité du marché du travail sont favorables. Le taux de chômage des récents immigrants essentiellement en âge de travailler baisse constamment depuis quelques années, à un rythme plus rapide que celui des travailleurs nés au Canada. L'amélioration du rendement des immigrants récents sur le marché du travail illustre probablement un ensemble de compétences favorables et des niveaux supérieurs d'études. Plus de la moitié des immigrants de 25 à 64 ans arrivés au Canada entre 2011 et 2016 justifiaient d'un baccalauréat ou d'un diplôme d'études de deuxième cycle, comparativement à un peu moins du quart de la population née au Canada.

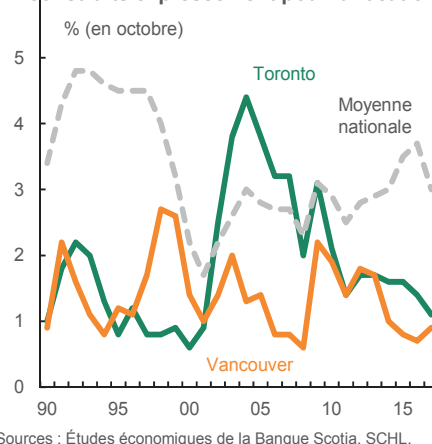
L'accessibilité des prix continuera de représenter une considération majeure pour de nombreux néocanadiens. Pour les immigrants récents, les taux de chômage sont généralement supérieurs et les revenus des ménages sont généralement inférieurs à ceux des autres Canadiens. La concurrence qui s'exerce pour des logements accessibles au niveau d'appel, dont les logements en copropriété, les maisons en rangée et les habitations jumelées, devrait rester forte.

Mises en chantier de logements et constitution des ménages



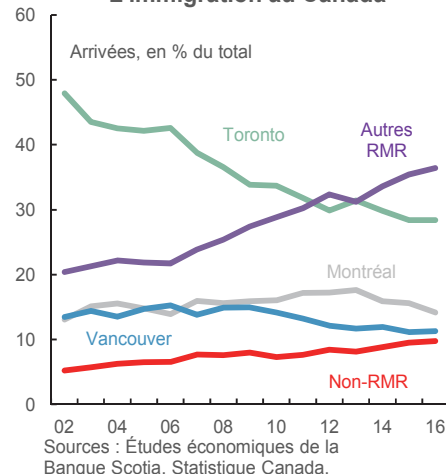
Graphique 4

Taux d'inoccupation des logements construits expressément pour la location



Graphique 5

L'immigration au Canada



PRESSIONS SOUTENUES SUR LA DENSITÉ DES POPULATIONS URBAINES

La plupart des immigrants au Canada s'installent dans les grandes régions métropolitaines de recensement (RMR), comme le font la plupart des résidents non permanents. Sur les 1,2 million d'immigrants arrivés au Canada entre 2011 et 2016, 56 % habitaient dans les trois plus importantes régions métropolitaines — Toronto, Montréal et Vancouver — et une part croissante s'installait à Calgary et à Edmonton (tableau 1). Ces villes devraient continuer d'attirer le plus grand nombre de nouveaux immigrants dans un avenir prévisible, ce qui concourra à la forte croissance de la constitution des ménages et à l'accroissement de la demande de logements.

Dans le même temps, une proportion grandissante d'immigrants récents s'installe dans les centres urbains de taille moyenne et les petites collectivités, surtout dans la région de l'Atlantique et dans les Prairies (graphique 5). L'évolution des habitudes d'installation est déterminée par les politiques actives des gouvernements provinciaux sur l'immigration, même si elle peut aussi s'expliquer par l'amélioration de l'accessibilité des prix des logements. L'immigration a une influence plus forte sur les marchés du logement dans plus de villes canadiennes qu'auparavant.

LA MIGRATION INTERNE REHAUSSE LA DEMANDE DE LOGEMENTS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE ET EN ONTARIO

Les courants de migration interprovinciaux constituent également un facteur majeur de la demande de logements. Les tendances de la migration interne sont généralement plus cycliques que la migration internationale, puisqu'elles sont influencées essentiellement par la conjoncture économique relative. En chiffres absolus, la Colombie-Britannique et l'Ontario sont les grands bénéficiaires de l'exode net de résidents de l'Alberta vers d'autres provinces dans la foulée du choc des cours du pétrole en 2014, ce qui a encore fortement musclé les marchés du logement dans ces régions (graphique 6).

L'Ontario a été, en chiffres nets, bénéficiaire de la migration interprovinciale depuis le milieu de 2015, après un exode de sa population vers d'autres provinces de 2003 à 2014. La Colombie-Britannique connaît son plus fort taux de migration interne depuis le milieu des années 1990. Or, ces apports de population semblent culminer en Colombie-Britannique et devraient atteindre un pic en Ontario, puisque la vigueur de la reprise économique ramène certains migrants dans cette province, ce qui donne lieu à un rendement plus équilibré des marchés du logement régionaux.

L'IMPACT ÉCONOMIQUE DURABLE DE L'IMMIGRATION

L'immigration a fortement contribué à la vigueur et à la durée de l'essor du cycle du logement pendant près de deux décennies. Lorsque les milléniaux tourneront la page sur leurs premières années de constitution en ménages et d'accès à la propriété au-delà du milieu de la prochaine décennie, l'immigration pourrait s'affirmer comme un facteur dominant de la nouvelle demande de logements locatifs et en propriété. Les habitudes d'installation des nouveaux immigrants auront à leur tour une incidence sur la dynamique des marchés régionaux du logement et sur les pressions exercées sur la densité de la population urbaine.

Graphique 6

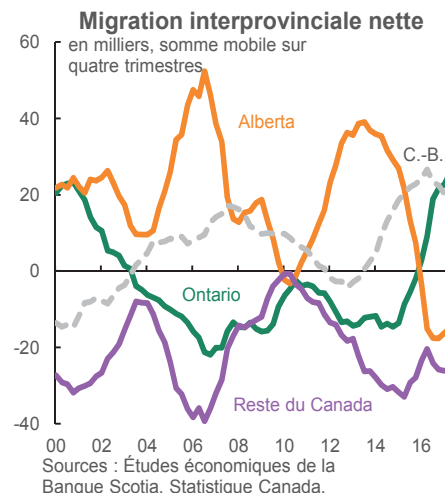
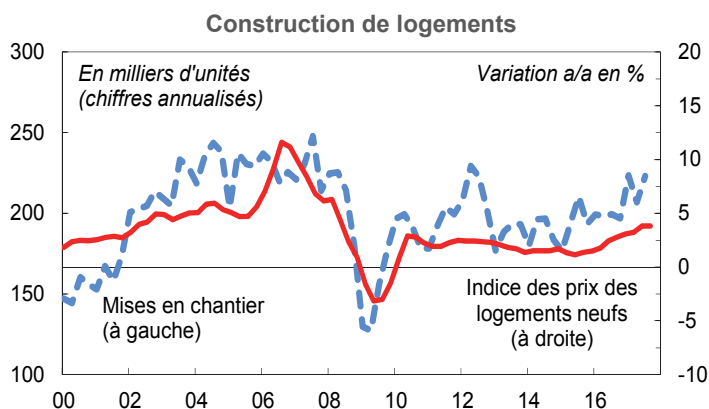


Tableau 1 - Immigration, résidents non permanents, constitution des ménages et mises en chantier de logements par grande RMR

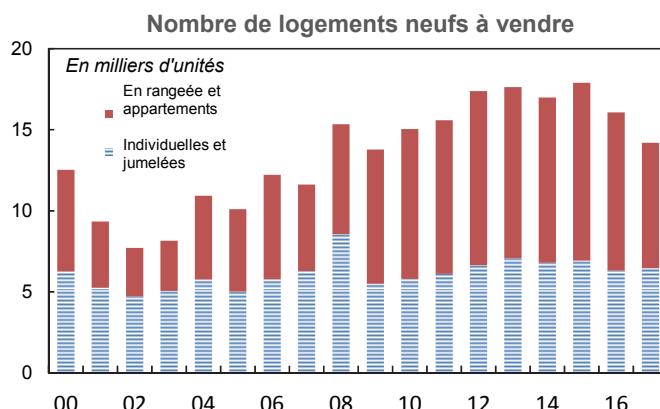
	2006–2011		2011–2016		2011–2016		2011–2016	2011–2016
	Immigration		Immigration		Résidents non permanents (en chiffres nets)		Constitution des ménages	Mises en chantier de logements
	Flux	% part	Flux	% part	Flux	% part		
(moyenne annuelle, sauf précision contraire)								
CANADA	232 583	100,0	242 415	100,0	31 542	100,0	150 293	197 369
Toronto	76 349	32,8	71 386	29,4	12 043	38,2	29 241	38 495
Montréal	37 946	16,3	35 854	14,8	2 821	8,9	13 912	18 720
Vancouver	31 025	13,3	28 507	11,8	5 304	16,8	13 630	20 407
Calgary	14 140	6,1	18 651	7,7	-214	na	11 138	13 042
Edmonton	9 986	4,3	15 703	6,5	-222	na	10 271	13 733
Winnipeg	9 054	3,9	10 492	4,3	1 342	4,3	3 047	4 223
Ottawa – Gatineau	8 084	3,5	7 578	3,1	1 569	5,0	5 946	7 787
Saskatoon	2 293	1,0	3 717	1,5	400	1,3	2 094	2 993
Hamilton	3 755	1,6	3 485	1,4	759	2,4	2 232	2 684
Regina	1 630	0,7	3 239	1,3	256	0,8	1 779	2 323

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL.

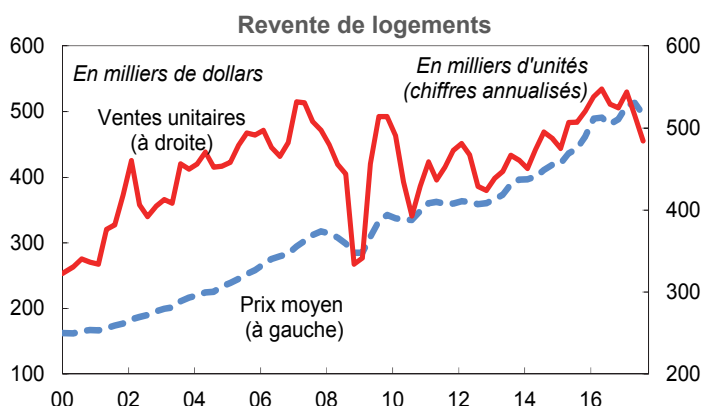
SECTEUR RÉSIDENTIEL - CANADA



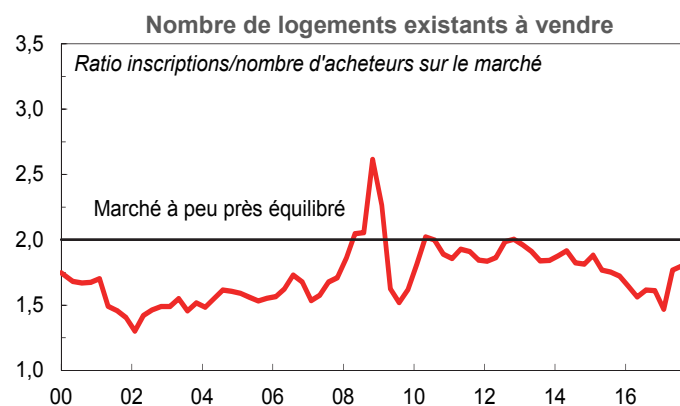
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, SCHL, Statistique Canada.



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, SCHL.



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, ACI.



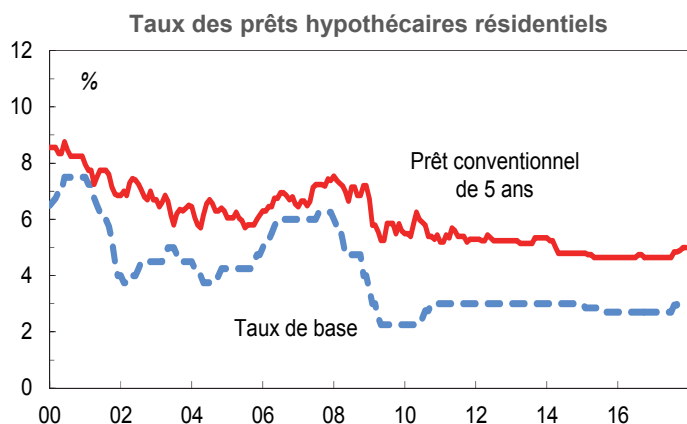
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, ACI.

Mises en chantier

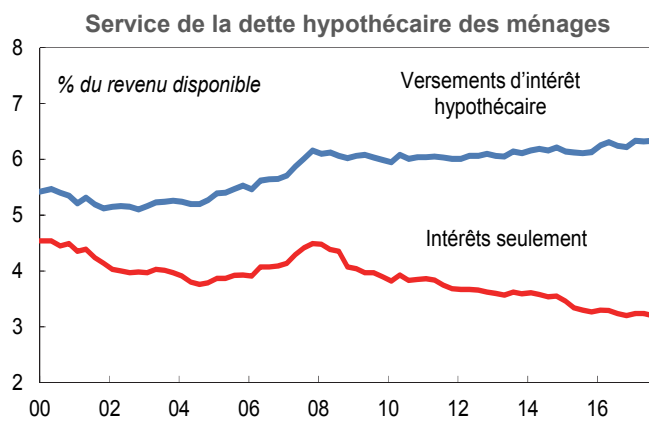
	Canada	C.-B.	Alberta	Sask.	Manitoba	Ontario	Québec	Atlantique
<i>(En milliers d'unités, chiffres annualisés désaisonnalisés)</i>								
2010	190	26	27	6	6	60	51	13
2011	194	26	26	7	6	68	48	13
2012	215	27	33	10	7	77	47	13
2013	188	27	36	8	7	61	38	10
2014	189	28	41	8	6	59	39	8
2015	196	31	37	5	6	70	38	8
2016	198	42	25	5	5	75	39	8
Cumul 2017	221	43	30	5	8	82	46	9
2017p	216	42	29	5	7	80	44	9
2018p	202	40	28	5	7	74	40	8
2019p	192	36	28	5	6	71	38	8
<i>(unités, chiffres non désaisonnalisés)</i>								
	Vancouver	Calgary	Edmonton	Toronto	Ottawa	Montréal	Halifax	St. John's
2010	15 217	9 262	9 959	29 195	6 446	22 001	2 390	1816
2011	17 867	9 292	9 332	39 745	5 794	22 719	2 954	1923
2012	19 027	12 841	12 837	48 105	6 026	20 591	2 754	2153
2013	18 696	12 584	14 689	33 547	6 560	15 632	2 439	1734
2014	19 212	17 131	13 872	28 929	5 762	18 672	1 757	1230
2015	20 863	13 033	17 050	42 287	4 972	18 744	2 599	985
2016	27 914	9 245	10 036	39 027	5 298	17 834	2 305	833
Cumul 2017	24 961	11 206	11 655	39 988	6 945	23 053	6 187	702

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).
Les données de cumul annuel sont exprimées selon les taux annuels.

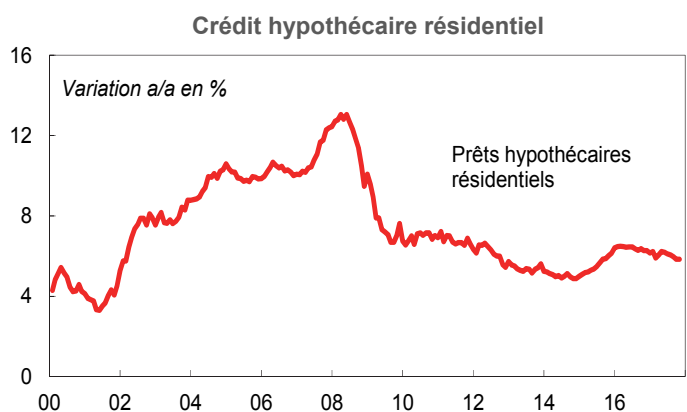
SECTEUR RÉSIDENTIEL - CANADA



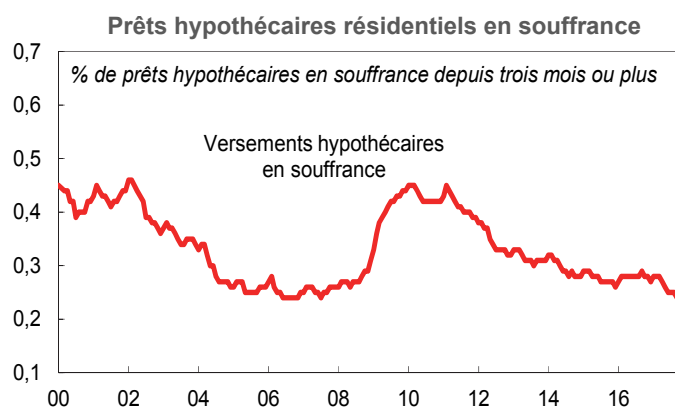
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Banque du Canada.



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Banque du Canada.



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Association des banquiers canadiens.

Ventes de logements

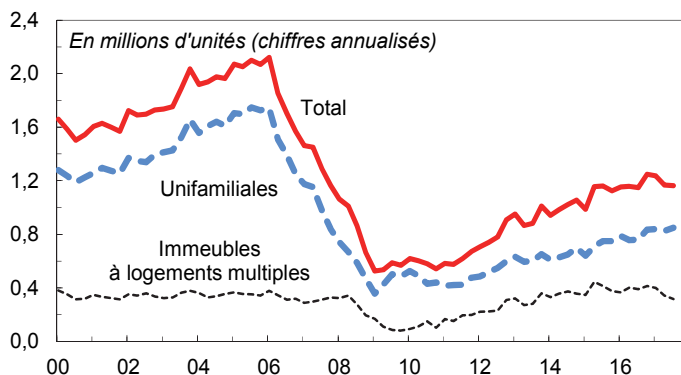
	Canada		Colombie-Britannique		Alberta		Man.-Sask.		Ontario		Québec		Atlantique	
	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités
2010	339 636	437 498	505 511	74 555	352 488	50 030	232 270	23 885	343 679	185 840	242 257	80 024	193 030	22 731
2011	362 132	456 221	561 271	76 727	353 413	54 157	247 809	26 912	364 586	197 671	254 207	77 164	201 434	23 147
2012	363 115	451 272	514 849	67 634	363 342	60 588	262 723	27 602	383 602	194 568	264 096	77 372	209 130	23 050
2013	382 176	454 209	537 428	72 936	380 972	66 089	275 235	27 160	402 101	194 961	267 646	71 194	210 173	21 433
2014	407 374	477 848	568 391	84 054	400 594	71 783	282 973	27 530	429 866	202 434	271 212	70 620	209 773	20 969
2015	441 988	503 622	636 607	102 514	393 131	56 471	283 405	26 301	463 546	221 665	275 207	74 122	208 498	22 048
2016	489 909	535 138	691 111	112 211	394 512	52 166	287 485	25 895	534 866	242 383	283 306	78 145	206 256	23 728
Cumul 2017	506 551	514 159	700 529	102 980	396 821	56 293	288 255	25 407	577 408	222 405	296 010	82 417	208 700	23 981

	Vancouver		Calgary		Edmonton		Toronto		Ottawa		Montréal		Halifax	
	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités	Prix moyen	Unités
2010	675 853	31 144	398 764	20 996	328 803	16 403	432 264	88 214	328 439	14 586	294 602	42 298	253 315	5 926
2011	779 730	32 936	402 851	22 466	325 595	16 963	466 352	91 760	344 496	15 059	309 341	40 354	260 461	6 106
2012	730 063	25 445	412 315	26 634	334 318	17 641	498 973	88 157	352 199	14 692	322 148	40 086	271 667	6 230
2013	767 765	28 985	437 036	29 954	344 977	19 552	524 089	88 946	358 592	14 013	324 141	36 491	275 187	5 170
2014	812 653	33 693	460 584	33 615	362 657	19 857	566 491	93 278	362 525	14 122	331 772	35 753	276 207	4 840
2015	902 801	43 145	453 814	23 994	369 536	18 227	622 046	101 846	368 521	14 849	338 072	37 935	284 897	4 940
2016	1 017 228	40 880	463 047	22 522	369 365	16 990	729 591	113 725	374 569	15 616	349 793	39 926	290 181	5 260
Cumul 2017	1 015 467	36 309	465 392	23 906	375 751	18 893	811 265	94 661	390 575	17 477	369 862	42 731	290 305	5 396

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Association canadienne de l'immeuble (ACI), FCIQ. Les données de cumul annuel sont exprimées selon les taux annuels avec redressement saisonnier.

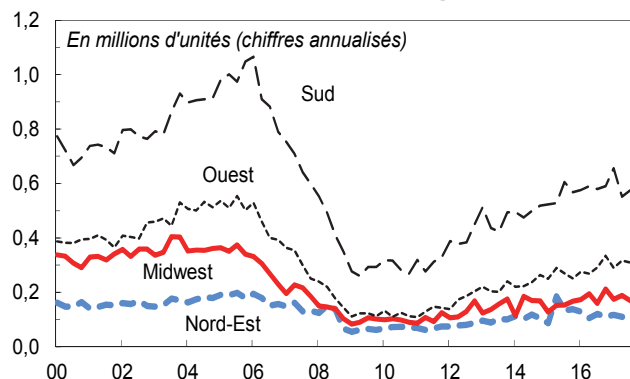
SECTEUR RÉSIDENTIEL - ÉTATS-UNIS

Mises en chantier



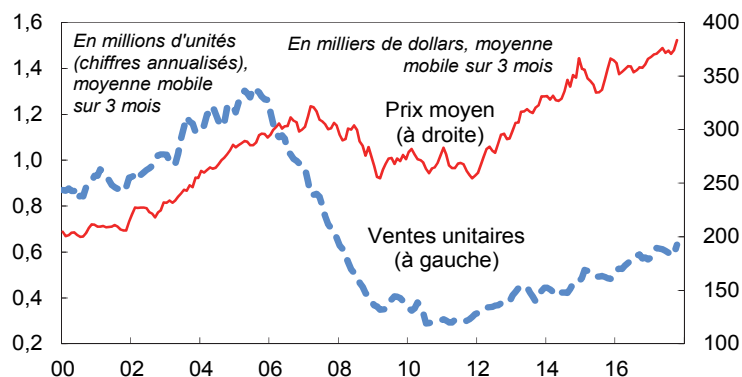
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Bureau du recensement des États-Unis.

Mises en chantier - régions



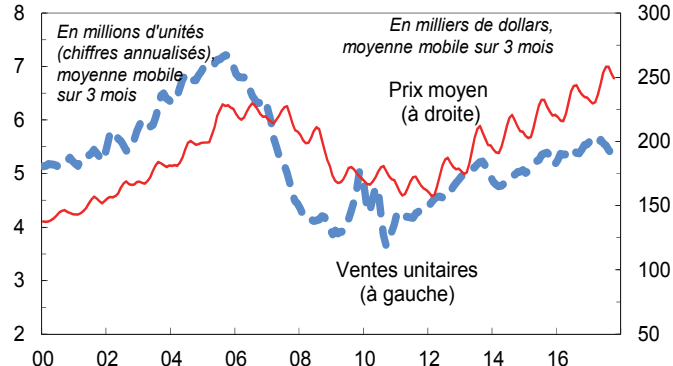
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Bureau du recensement des États-Unis.

Ventes de logements neufs



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Bureau du recensement des États-Unis.

Logements à vendre sur le marché de la revente



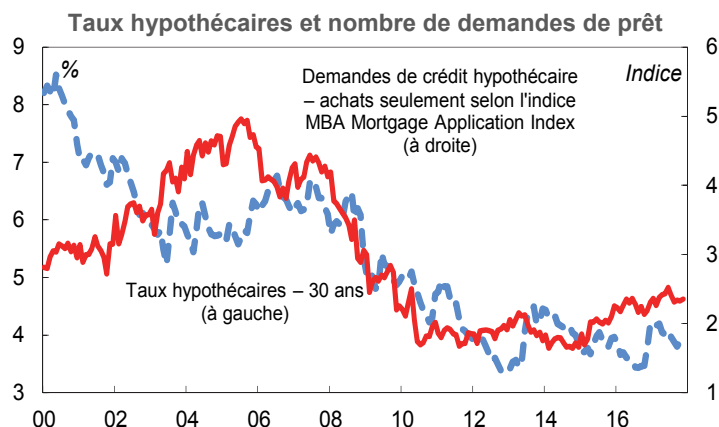
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, National Association of Realtors (NAR).

Mises en chantier

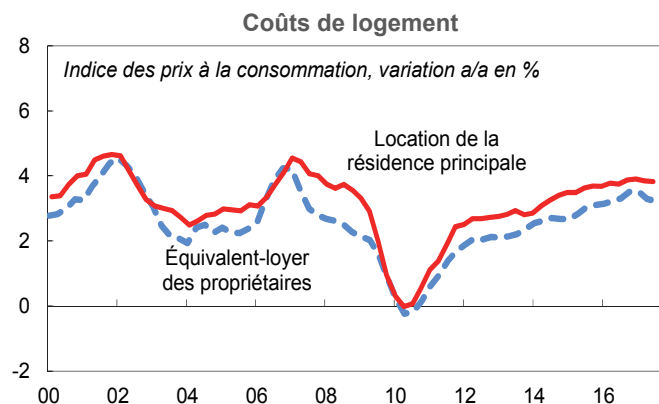
Permis

	Mises en chantier				Permis					
	Total	Unifamiliales	Immeubles à logements multiples	Ouest	Sud	Midwest	Nord-Est	Total	Maisons unifamiliales	Immeubles à logements multiples
	(En millions d'unités)									
2010	0,587	0,471	0,116	0,120	0,298	0,098	0,072	0,605	0,447	0,157
2011	0,609	0,431	0,178	0,133	0,308	0,101	0,068	0,624	0,418	0,206
2012	0,781	0,535	0,245	0,175	0,398	0,128	0,080	0,830	0,519	0,311
2013	0,925	0,618	0,307	0,215	0,464	0,150	0,097	0,991	0,621	0,370
2014	1,003	0,648	0,355	0,235	0,496	0,163	0,110	1,052	0,640	0,412
2015	1,112	0,715	0,397	0,266	0,556	0,153	0,138	1,183	0,696	0,487
2016	1,174	0,782	0,392	0,291	0,585	0,182	0,116	1,207	0,751	0,456
Cumul 2017	1,200	0,841	0,358	0,306	0,597	0,181	0,116	1,247	0,812	0,435
2017p	1,200									
2018p	1,250									
2019p	1,300									

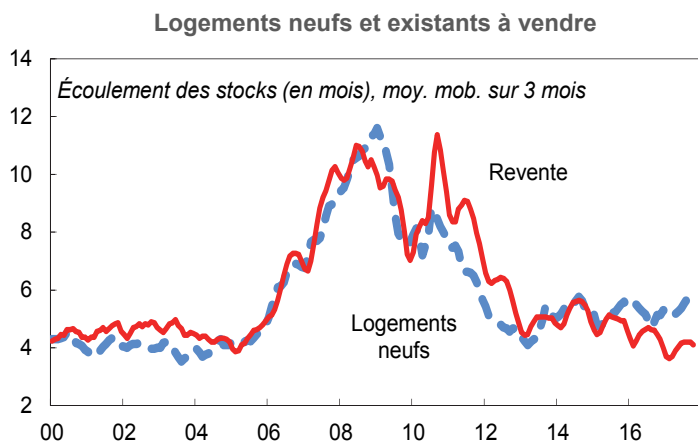
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Bureau du recensement des États-Unis.
Les données de cumul annuel sont exprimées selon les taux annuels avec redressement saisonnier.

SECTEUR RÉSIDENTIEL - ÉTATS-UNIS


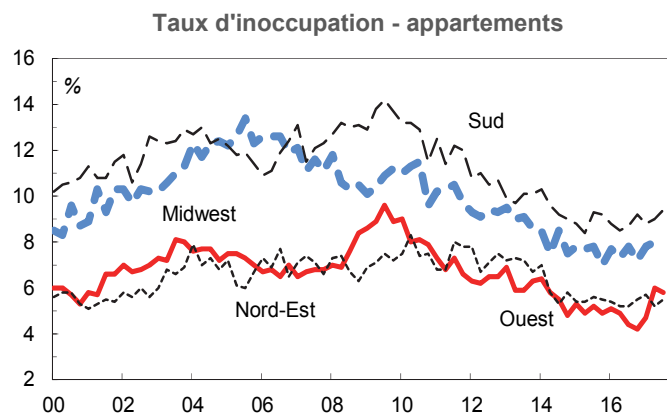
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Mortgage Bankers Association (MBA), FHLMC.



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, U.S. Bureau of Labor Statistics.



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Bureau du recensement des États-Unis, National Association of Realtors (NAR).



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Bureau du recensement des États-Unis,

Ventes de logements existants
Ventes de logements

	Total (chiffres désaisonnalisés)	Prix moyen (en milliers) (chiffres non désaisonnalisés)	Écoulement des stocks (en mois) (chiffres non désaisonnalisés)	Ventes de logements existants				Ventes de logements		
				Ouest	Sud	Midwest	Nord-Est	Total	Prix moyen (en milliers)	Écoulement des stocks (en mois)
2010	4,190	220,0	9,4	1,080	1,630	0,910	0,570	0,321	271,5	8,0
2011	4,260	214,0	8,3	1,130	1,680	0,910	0,540	0,306	263,4	6,6
2012	4,660	225,4	5,9	1,160	1,840	1,070	0,590	0,368	285,4	4,8
2013	5,090	245,5	4,9	1,190	2,050	1,200	0,660	0,430	319,3	4,7
2014	4,940	255,3	5,2	1,100	2,050	1,140	0,640	0,440	341,8	5,5
2015	5,250	266,4	4,8	1,170	2,160	1,240	0,700	0,503	348,6	5,2
2016	5,450	276,0	4,4	1,190	2,220	1,300	0,740	0,561	359,3	5,2
Cumul 2017	5,519	287,5	4,0	1,232	2,264	1,290	0,733	0,613	375,1	5,3

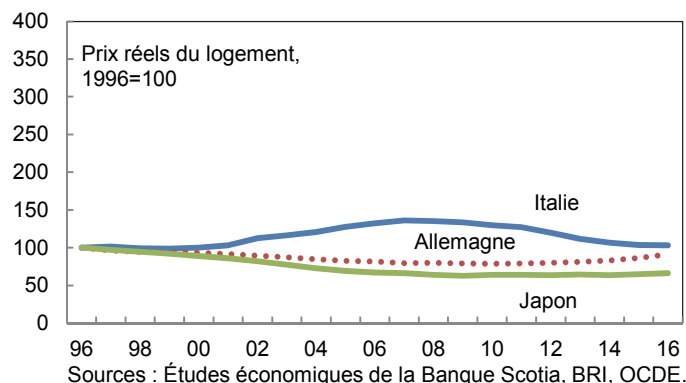
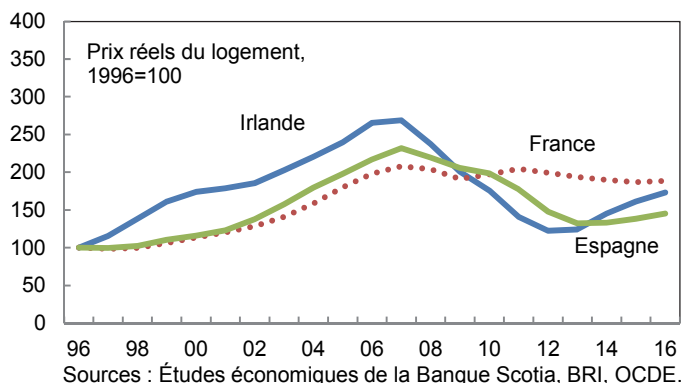
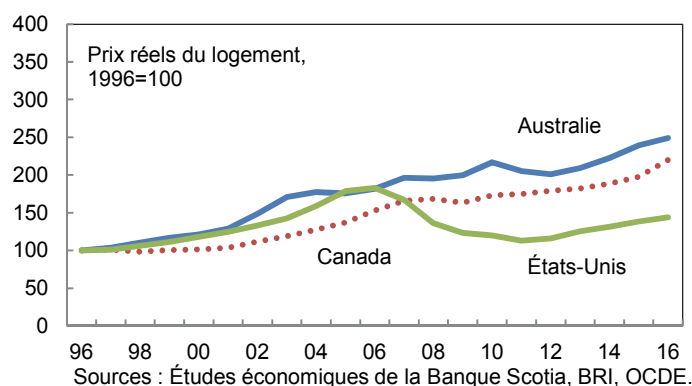
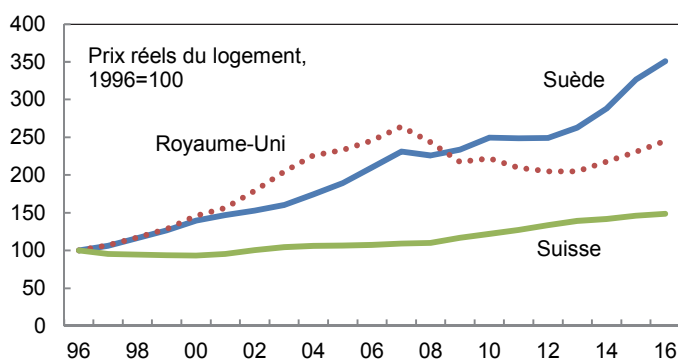
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, National Association of Realtors (NAR), bureau du recensement des États-Unis.
 Les données de cumul annuel sont exprimées selon les taux annuels avec redressement saisonnier.

MARCHÉS INTERNATIONAUX DE L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
Prix des logements sur les marchés internationaux

(Données corrigées de l'inflation*, variation annuelle en %)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	16T4	17T1	17T2	17T3
Australie	-0,3	2,2	8,5	-5,3	-2,1	4,1	6,4	7,4	4,2	6,1	7,9	8,1	---
Canada	1,4	-3,2	6,2	0,9	2,4	1,8	3,4	4,9	11,2	13,4	15,0	16,2	---
France	-1,9	-6,3	3,2	3,6	-2,4	-2,7	-2,1	-1,5	0,9	1,5	1,6	2,6	---
Allemagne	0,4	-0,7	-0,6	0,5	1,0	1,7	2,2	4,3	5,5	5,4	3,7	3,5	---
Irlande	-11,6	-15,7	-12,3	-19,7	-13,3	1,5	16,9	11,0	7,5	9,1	9,2	11,1	---
Italie	-0,7	-1,3	-2,9	-2,0	-5,7	-6,9	-4,6	-2,6	-0,7	-0,5	-1,5	-1,6	---
Japon	---	---	2,2	0,3	-0,8	1,3	-1,2	1,6	2,3	2,2	3,7	---	---
Espagne	-5,3	-6,3	-3,5	-10,5	-16,8	-10,4	0,5	4,1	4,8	3,4	2,5	3,5	---
Swède	-2,3	3,5	6,8	-0,4	0,3	5,5	9,6	13,2	7,6	5,0	5,1	6,7	---
Suisse	0,9	6,2	4,2	4,2	5,2	4,2	1,8	3,1	1,6	1,5	1,2	1,5	0,3
Royaume-Uni	-7,8	-10,8	2,3	-5,7	-2,3	0,0	6,5	5,9	6,3	4,1	2,2	1,9	---
États-Unis	-18,3	-9,7	-2,8	-5,7	2,6	8,3	4,7	5,4	4,0	3,4	3,0	4,3	---
Russie	9,1	-10,9	1,3	-27,0	9,5	-2,7	-6,0	-12,3	-11,6	-9,3	-8,4	-7,6	---
Brésil	15,8	19,4	19,0	11,6	6,1	2,8	0,2	-8,0	-10,3	-8,9	-7,0	-5,8	---
Chili	-8,9	1,5	6,0	2,0	2,3	6,2	1,8	4,3	-0,7	-0,6	---	---	---
Colombie	9,2	4,9	5,5	4,3	7,2	7,6	5,0	4,5	4,3	4,8	2,9	1,8	---
Mexique	-0,5	0,1	-0,3	0,8	0,7	0,0	0,4	3,8	5,1	4,0	0,2	0,7	---
Pérou	20,7	14,0	9,3	13,2	17,5	13,7	9,2	2,6	2,4	3,1	-7,5	-2,7	---
Chine	0,2	1,9	5,4	-1,2	-3,2	3,2	0,6	-5,2	4,5	8,6	9,2	8,3	6,0
Inde	---	---	8,5	11,3	15,5	7,8	7,8	8,3	1,6	4,4	6,6	6,4	---
Indonésie	-7,7	-2,7	-2,2	-0,7	0,6	5,3	0,6	-0,8	-0,4	-0,9	-1,0	-1,1	---
Corée du Sud	-0,6	-2,5	-0,5	1,2	0,7	-1,7	0,2	2,6	1,7	0,0	-0,8	-0,7	-0,8
Thaïlande	---	6,1	-0,5	0,5	0,3	5,5	3,8	3,5	1,2	-1,1	-1,8	-3,2	-0,2

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, BRI.



Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.